

Déclaration

Conférence Européenne - Paris 25 juin 2005

Une nouvelle époque peut s'ouvrir en Europe

Nous, participantes et participants à la Conférence européenne de Paris les 24 et 25 juin 2005, mettons en débat dans tous les réseaux associatifs, syndicaux et politiques en Europe les propositions contenues dans la déclaration suivante.

La victoire du Non en France est celle du Non de gauche, proeuropéen, alter mondialiste, féministe et démocratique et contre le néolibéralisme et la guerre. Prolongée par le Non néerlandais et les mobilisations croissantes (à amplifier) dans les opinions dans nombre de pays pour le rejet de ce texte, elle constitue un événement politique majeur pour l'Europe entière. Nous devons saisir cette première victoire contre l'Europe néolibérale et la prolonger. L'expérience nous révèle qu'un rassemblement populaire, citoyen peut conduire à des majorités antilibérales.

Nous voulons dépasser la crise de cette construction européenne qui a le marché pour idole et la négociation secrète pour liturgie, pour fonder l'Europe sociale, démocratique, pacifique, féministe, écologique, de solidarité entre les peuples.

Ensemble, nous voulons engager un large mouvement citoyen à l'échelle européenne pour développer, du local à l'échelle européenne, en solidarité avec tous les peuples du monde, des dynamiques politiques et sociales en faveur d'une Autre Europe.

Il s'agit de résister et gagner face aux politiques néolibérales,

- De construire une mobilisation large et déterminée sur des objectifs politiques immédiats (retrait des directives de libéralisation en cours, notamment la directive Bolkestein et celle sur le temps de travail qui doit être remplacée par une nouvelle directive qui limite réellement le temps de travail et permette d'améliorer les conditions de travail).
- D'exiger que les peuples puissent décider de leur avenir et que leurs choix soient respectés. En ce sens, nous proposons une campagne pouvant s'appuyer sur une pétition dans tous les pays, exigeant un changement fondamental des politiques européennes. Cette réorientation doit notamment avoir comme objectifs : une répartition plus juste des richesses ; la lutte contre le chômage, la précarité, la pauvreté et l'exclusion sociale ; la défense de notre environnement ; la remise en cause du rôle de la Banque centrale européenne et du pacte de stabilité ; la défense et le développement des services publics ; l'action pour une égalité réelle entre les femmes et les hommes ; le respect des droits des immigrés ; une action européenne en faveur de la souveraineté alimentaire en tant que droit fondamental des peuples.

Pour débattre et construire des alternatives aux politiques néolibérales en Europe, nous souhaitons engager une démarche ouverte à toutes les forces opposées au néolibéralisme qui le souhaitent. Elle doit permettre :

- De favoriser l'irruption des peuples sur la scène européenne, la seule issue possible de la crise
- De contribuer à l'expression des exigences populaires, citoyennes concrètes pour une autre Europe
- De créer un espace public européen fondé sur les principes de pluralisme, de tolérance, de laïcité, dans un esprit de rassemblement et d'unité permettant l'agglomération de forces nombreuses
- D'articuler nos propositions alternatives
- De renforcer notre coopération avec les peuples de l'Est européen afin d'améliorer les conditions matérielles et politiques de leur participation dans la lutte pour une Europe démocratique et sociale, en vue de consacrer les moyens budgétaires nécessaires et de combler le fossé existant entre les deux parties du continent
- De construire une Europe refusant les discriminations, les racismes, la domination patriarcale
- De refuser la logique de guerre et de militarisation de l'Union Européenne, de construire une Europe agissant en faveur d'un autre monde

Construire une Europe sociale, démocratique, pacifique, féministe, écologique, solidaire

- Partout doit s'engager un large débat politique pour construire une Europe sociale, démocratique, écologique. En ce sens, nous faisons appel à toutes les militantes et tous les militants politiques, syndicalistes, associatifs, de réseaux et mouvements, aux citoyennes et citoyens pour tenir partout des initiatives, rencontres et assemblées permettant d'élaborer des propositions. Ce vaste mouvement pourrait déboucher sur un Manifeste ou une Charte des droits sociaux, démocratiques et environnementaux dessinant l'Europe que nous voulons.
- Il prendra toute sa place dans le processus du Forum social européen; notamment lors de l'assemblée européenne de préparation du FSE à Istanbul (23 – 25 septembre) et lors de la rencontre internationale organisée à Rome (12 et 13 novembre) par les réseaux italiens.

- Le FSE d'Athènes en avril 2006 permettra de rendre compte de ce travail d'élaboration et de lui donner un nouvel élan.
- Des propositions de mobilisations ont été formulées dans notre rencontre : pour une journée de manifestations européennes contre la directive Bolkestein en lien avec la manifestation internationale de Genève contre l'OMC le 15 octobre ; pour une journée de manifestation européenne lors du sommet des chefs d'Etat le 15 décembre; pour une journée de mobilisations locales pour une autre Europe avec des assemblées, réunions, forums sociaux locaux le 4 mars 2006 ; pour le sommet alternatif Europe – Amérique Latine le 13 mai 2006 en Autriche.

Le collectif unitaire français fera vivre ces propositions et préparera une réunion qui se tiendra dans le cadre de l'Assemblée européenne de préparation du FSE à Istanbul et qui permettra de faire le point sur ces pistes de travail.

Nous mettons cet appel à la disposition de toutes celles et tous ceux qui veulent être partie prenante, à l'échelle européenne, d'un tel processus de construction.